

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Ne rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel <sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de :

Agent C - Surveillance

Épreuve n° :

2

Merci à anonyme2  
pour l'autorisation de partager  
sa copie sur le site  
devenez-fonctionnaire.Fr

Matière :

Admissibilité

Date :

05/10/2021

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

1

### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

## I) Questions

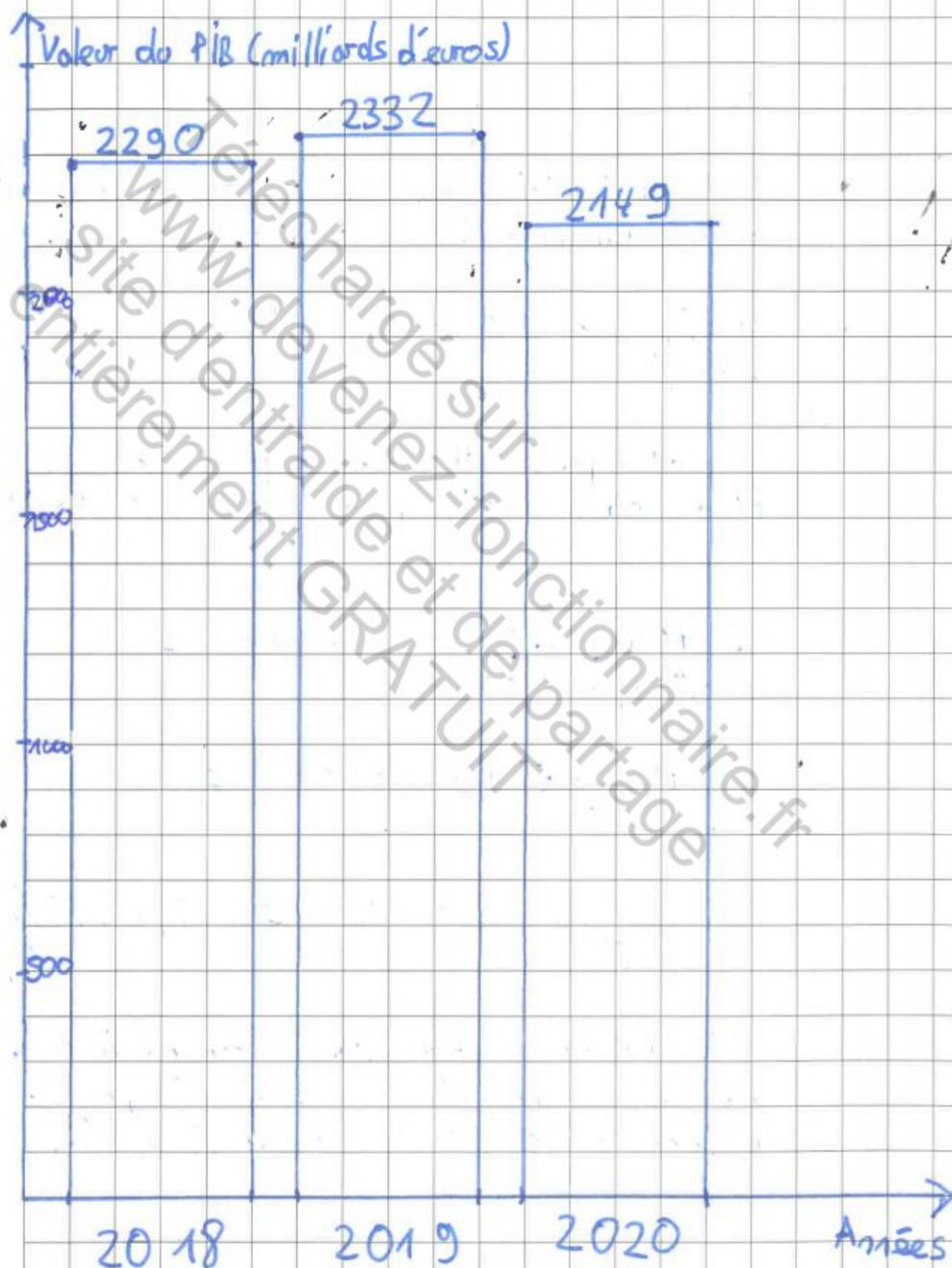
- 1) La notion d'intervention de l'État dans l'économie se résume par le déploiement d'une politique budgétaire comme moyen de politique économique et sociale. L'État a comme leviers, la hausse des dépenses publiques ou bien l'utilisation d'impôts progressifs comme l'impôt sur le revenu (IR).
- 2) Bercy a pour mission principale d'exécuter la politique de l'État en matière économique et financière. Il s'occupe également de la consommation et de la répression des fraudes, de l'industrie et du tourisme entre autres. Le ministère de Bruno Lemaire travaille sur la législation fiscale, la commande publique, de la croissance et de la compétitivité de la France en terme d'économie. De plus, il lutte contre la contrefaçon ainsi que des différentes fraudes (Fraude Fiscale, douanière et aux cotisations sociales). Par exemple, la loi ESSOC et le civisme fiscal permettent de rectifier des erreurs et sanctionner des fraudes. En fin, les contrôles de la douane notamment sur la TVA, ainsi que l'instauration de la Déclaration Sociale Nominative protègent de ses trois types de fraude.

3) le plan de relance économique "France Relance" est une enveloppe de 100 milliards d'euros qui va mettre dans le droit chemin la France vers 2030. Le plan a une triple finalité : la transition écologique (30 milliards), la compétitivité et l'innovation (34 milliards) et la cohésion sociale et territoriale (36 milliards). Par exemple, près de 5 milliards d'euros vont servir pour le secteur ferroviaire afin de remettre en état le réseau national ainsi que de développer le fret.

4) La DGFIP possède un rôle de soutien aux entreprises. En effet, elle a distribué différentes aides (Fonds de solidarité, coûts fixes des grosses structures pris en charge à 70%, différé de remboursement). Avec l'appui de la CCSE et du CODEFI, la DGFIP a aidé des entreprises en difficulté (délais de paiement de leurs dettes fiscales et sociales, audit, prêt pour une éventuelle restructuration).

## II) Applications

## 1A) Évolution du PIB sur la période 2018-2020



1B) En 2018, le PIB est d'environ 2290 Milliards d'euros. Il progresse en 2019 où il atteint les 2332 Milliards, avant de s'écrouler à 2149 Milliards en 2020.

1C)

Part représentative des dépenses de consommation finale dans le PIB pour l'année 2020 =

$$\frac{1699,3}{2148,8} \times 100 = 79,08\%$$

La part représentative des dépenses de consommation finale dans le PIB pour l'année 2020 est de 79,08%.

$$1D) \left( \frac{701,4}{581,4} - \frac{581,4}{581,4} \right) \times 100 =$$

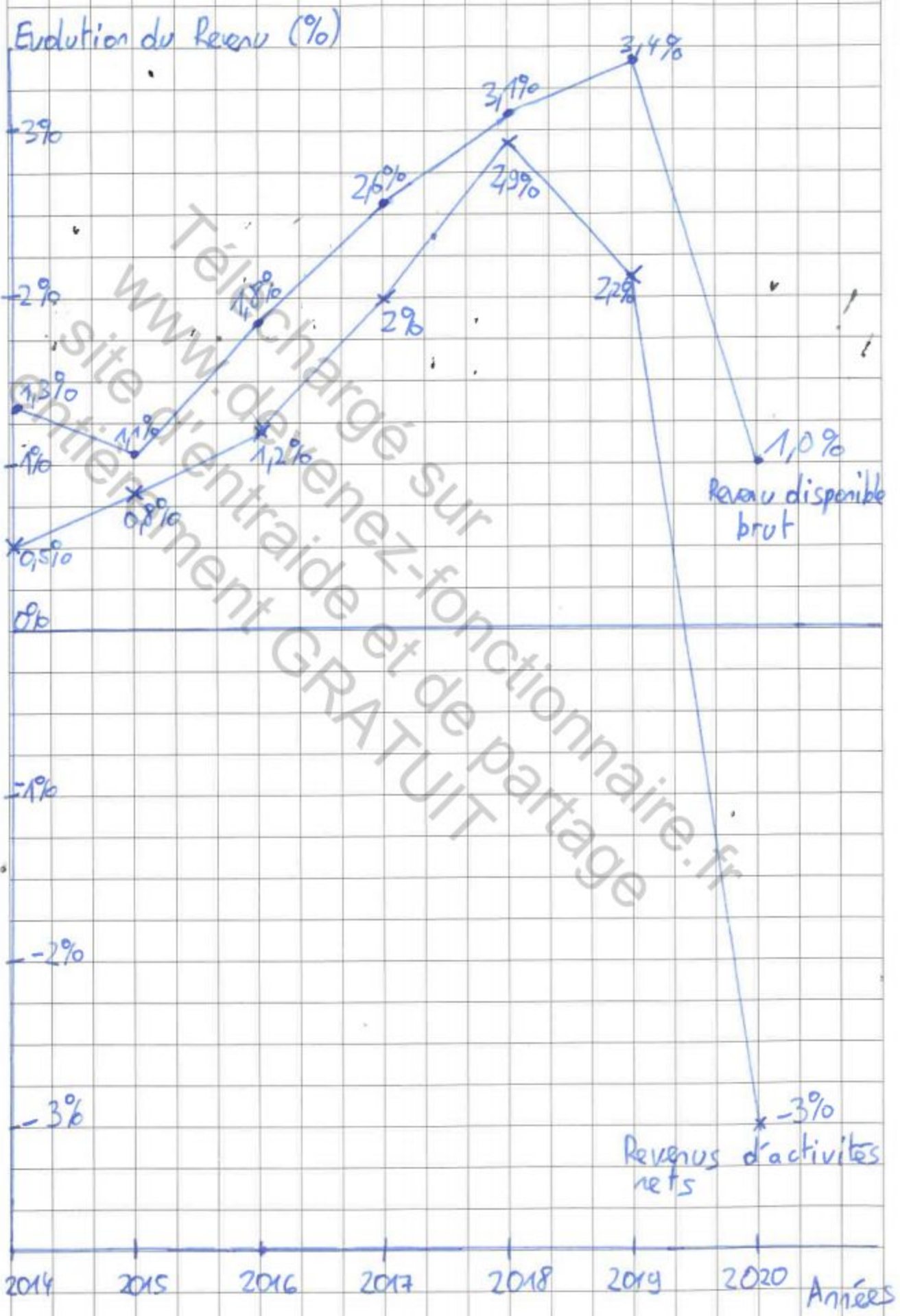
$$\left( \frac{701,4 - 581,4}{581,4} \right) \times 100 =$$

$$\left( \frac{120}{581,4} \right) \times 100 = 20,63983\% \text{ (soit } 20,64\%)$$

L'évolution en pourcentage arrondi à deux décimales du montant des biens et services importés sur la période 2010-2020 est de 20,64%.

2A)

# Evolution des revenus d'activité nets et du revenu disponible brut des ménages entre 2014 et 2020



2B) Le Revenu disponible brut progresse significativement entre 2014 et 2019 (de 1,3% à 3,4%) avant de s'écrouler à 1% en 2020.

De même, l'évolution des revenus d'activité nets sur la période 2014-2019 a connu une hausse avant de subir une décroissance négative de 3%.

3A) Le taux d'épargne des Français a été le plus important au trimestre 2<sup>e</sup> de l'année 2020 (27,1%). Il est important car c'est à ce moment là que la France est touchée par une crise sanitaire ainsi qu'un confinement national.

$$3B) \frac{205,2^{2020}}{129,7} \times 100 = 58,24\% \quad (\text{pourcentage})$$

$$205,2 - 129,7 = 75,5 \text{ Milliards d'euros (montant)}$$

$$3C) 692,8 + 1091 = 1783,8 \text{ Milliards d'Euros (T3}_{2020})$$

$$705,8 + 1105,8 = 1811,6 \text{ Milliards d'Euros (T4}_{2020})$$

$$\frac{1811,6 - 1783,8}{1783,8} = 1,558\% \quad (\text{soit } 2\%)$$

3D) On constate que les Français ont beaucoup plus épargné vers la Fin 2020, que ça soit en placements financiers (58,24%), qu'en dépôts bancaires et de numéraire (29%).

## III Rédaction

Début 2020, la crise sanitaire sans précédent du COVID-19 a touché sévèrement la France et le monde entier. Des millions d'hommes et de femmes vont perdre la vie face à cette pandémie. Dès le début du printemps, le gouvernement français a réagi fortement face à cette crise à la fois sanitaire, économique et sociale. Dans une première partie, nous verrons les raisons qui ont conduit l'État à soutenir l'économie depuis la crise survenue au printemps 2020. Ensuite, dans une seconde partie, nous analyserons les actions d'ore et déjà mises en œuvre par le gouvernement et celles qui pourraient être retenues pour accompagner et dynamiser l'activité, voire construire un nouveau modèle de société.

L'État français a décidé au printemps 2020 d'appliquer à tous ces citoyens le confinement total. Les entreprises sont à l'arrêt sans avoir de nouvelles recettes. Par conséquent, leur trésorerie est dans une situation désastreuse. Pour éviter la mort des TPE et des PME françaises, la France a offert plusieurs aides à ses entreprises (plan de relance de 100 Milliards d'Euros, le Fonds de solidarité, etc...). Elle a donc mis sous perfusions de nombreuses entreprises pour qu'elles survivent après la crise sanitaire du COVID 19. L'économie française est composée d'énormément de PME. Si l'État ne serait pas intervenu dans l'économie, beaucoup d'entreprises

auraient du Faire le dépôt de bilan. De même, le taux de chômage auraient explosés. Les prix des denrées alimentaires se seraient envolés. Mais le gouvernement d'Edouard Philippe a Fait le nécessaire pour ne pas voir l'économie Française s'écrouler. En effet, a mis en place des actions pour maintenir une économie rassurante.

En effet, la France a lancé un plan de relance économique de 100 milliards sur deux ans qui s'articule autour de trois axes : la transition écologique, la compétitivité et la cohésion sociale et territoriale. Le gouvernement veut s'appuyer sur une économie verte (rénovation énergétique des bâtiments, développement de l'hydrogène vert, transports en commun et usage du vélo). Elle diminue également la fiscalité des entreprises et se bat pour sauvegarder l'emploi des salariés et investit sur la Formation professionnelle. Par ailleurs, lors de la crise sanitaire, la France a été ultra-dépendante de la Chine concernant l'acheminement des masques. Tout le monde s'est rendu compte que la France avait perdu son autonomie industrielle. Elle doit donc continuer d'innover, d'installer ses usines en France. Il est donc important d'investir dans la Formation et la recherche pour que la France redevienne une puissance mondiale de première ordre prête à affronter n'importe quelle autre crise sanitaire.

Pour conclure, la crise sanitaire du Covid 19 a fait prendre conscience aux pouvoirs publics qu'il fallait instaurer un nouveau modèle beaucoup plus éthique et viable. Il reste encore du chemin, mais les différentes COP que se tiennent chaque

année, vont servir à appliquer à tous les pays, des décisions politiques plus justes, plus écologiques et plus économiques.

Téléchargé sur  
[www.devenez-fonctionnaire.fr](http://www.devenez-fonctionnaire.fr)  
Site d'entraide et de partage  
entièrement GRATUIT